

Service vétérinaire Santé et protection animale,
Environnement
1 Boulevard John Fitzgerald Kennedy
66100 PERPIGNAN

PERPIGNAN, le 20/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EXTRAMER SA

Fontaine d'Extramer
66600 Salses-le-Château

Références : DDPP66 2023 01500

Code AIOT : 0056600050

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement EXTRAMER SA implanté Fontaine d'Extramer 66600 Salses-le-Château. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXTRAMER SA
- Fontaine d'Extramer 66600 Salses-le-Château
- Code AIOT : 0056600050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est une pisciculture continentale de grossissement d'une production de 275 tonnes de bars (2021) alimentée par la source Font Estramer et dont le point de rejet est situé dans l'étang de Salses Leucate .

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Renouvellement d'une autorisation	Code de l'environnement du 08/01/2020,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	environnementale	article L 181-15		

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Capacité de production	Arrêté Préfectoral du 28/04/1989	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une demande de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation environnementale est à déposer .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/1989
Thème(s) : Situation administrative, Capacité de production
Prescription contrôlée : L'établissement est autorisé pour une production de 275 tonnes de bars .
Constats : L'établissement réalise une production en phase grossissement de 250 tonnes de bars .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Renouvellement d'une autorisation environnementale

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L 181-15
Thème(s) : Situation administrative, Renouvellement d'une autorisation environnementale
Prescription contrôlée : La prolongation et le renouvellement d'une autorisation environnementale sont soumis à la délivrance d'une nouvelle autorisation s'ils comportent une modification substantielle du projet autorisé ou en cas de changement substantiel dans les circonstances de fait et de droit ayant présidé à la délivrance de l'autorisation initiale. Dans le cas contraire, les dispositions du dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont applicables.
Constats : L'autorisation environnementale a été délivrée pour une période de trente ans . Une demande de renouvellement doit être déposée . Cette demande doit prendre la forme d'un dossier de porter à connaissance comportant les éléments listés à l'article R 181-49
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet